

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024

<u>OBJET</u> : CRÉATION D'UNE COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 13 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 19 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est réuni au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Michel MASUYER à M. William COMBES, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Christine BÉNET, M. Thierry CAUMEIL à Mme Sylvie DANRÉ, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sabrina FITO

RAPPORTEURE : Christine BÉNET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241219-2024-133-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2024
Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
Vu l'article L. 2143-3 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la circulaire interministérielle du 14 décembre 2007 relative au plan d'action en faveur de l'accessibilité ;

Depuis le début des années 2000, une réflexion a été menée au niveau gouvernemental afin d'instaurer des pratiques visant à faire de la place dans la société aux personnes handicapées. Cette volonté exprime le souci de respecter les principes généraux de non-discrimination, d'égalité des droits et des chances pour les personnes se trouvant en situation de handicap.

Les commissions communales et intercommunales pour l'accessibilité ont été instaurées par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Cette loi impose aux communes et intercommunalités de 5000 habitants et plus d'établir un constat de l'état d'accessibilité de leur territoire et d'engager une réflexion pour améliorer la chaîne de déplacement dans son intégralité. En effet dans toutes les communes de plus de 5000 habitants, une commission communale pour l'accessibilité doit être créée.

Présidée par le Maire, cette commission est composée des représentants de la commune, de représentants d'associations représentant les personnes handicapées, de représentants d'acteurs économiques locaux et d'usagers. Il revient au Maire d'en arrêter la liste des membres.

Cette commission a plusieurs missions :

- Dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant de la voirie des espaces publics et des transports
- Établir un rapport annuel présenté au Conseil municipal
- Faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant
- Organiser un système de recensement de l'offre de logement accessible aux personnes handicapées
- Tenir à jour par voie informatique la liste des établissements recevant du public situé sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées

La commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant de la voirie des espaces publics et des transports. À la suite de quoi, elle établit un rapport annuel présenté en Conseil municipal et fait toute proposition utile de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Ce rapport doit être transmis au préfet de département au président du Conseil départemental au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments installation et lieu de travail concernés par le rapport.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ De créer la Commission d'accessibilité de la commune de Lézignan-Corbières

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ De créer la Commission d'accessibilité de la commune de Lézignan-Corbières

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA

La secrétaire de séance
Sabrina FITO